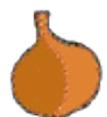


# LA FERME D'UHALDIA

## Rapport d'activité 2024

Un outil de territoire pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi et l'expérimentation d'initiatives pour l'accessibilité alimentaire choisie pour tous





# LA GOUVERNANCE ET L'ÉQUIPE DE SALARIÉS

DINARD Lenaick – *PRÉSIDENT*

BADETS Karine – *TRÉSORIÈRE*

Ferme solidaire Lacoste – CISSE Nicole – PASCUAL Roger  
IBIS Budget Bayonne-Anglet – LABORDE-BRESSE Sylvie - LEJEHAN Dominique  
*MEMBRES ACTIFS*

ABBADIE Julie - *DIRECTRICE*

LESPADE Sophie  
*ANIMATRICE DU RÉSEAU DES  
ADHÉRENTS ET AGENTE  
ADMINISTRATIVE*

SUBRECHICOT Libe  
*CHEFFE DE CULTURE ET  
ENCADRANTE TECHNIQUE*

DOLOSOR Ihintza  
*ENCADRANTE  
TECHNIQUE*

ROUSSELLE Jennifer  
*ACCOMPAGNATRICE SOCIO-  
PROFESSIONNELLE*



# **DES RESSOURCES HUMAINES EN MOUVEMENT**

- **ACCOMPAGNEMENT SOCIO-PROFESSIONNEL:**

Mars à Mai: Arrêt maladie de l'ASP et mutation vers le poste d'agente administrative et animatrice du jardin.

Juillet et août: Recrutement d'une ASP par intérim

août: Recrutement définitif d'une nouvelle ASP à mi-temps.

- **PRODUCTION:**

Mars: Recrutement d'une seconde encadrante technique pour atteindre 2 ETP d'encadrement.

Avril: Départ du chef de culture présent depuis le lancement de la structure.



# DES RESSOURCES HUMAINES EN MOUVEMENT

- *DIRECTION RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT:*

Avril: départ du directeur en recherche et développement.

Mai: fin du temps partiel thérapeutique de la directrice.

En septembre 2024, l'équipe de salariées permanentes s'est structurée après avoir vécu quelques difficultés organisationnelles et des mouvements déstabilisants.

Aujourd'hui nous sommes une équipe de personnes compétentes et engagées dans l'accompagnement des salariés en transition professionnelle.



# L'ACCOMPAGNEMENT SOCIO-PROFESSIONNEL

Le conventionnement: 10,36 ETP

Pour 9,78 réalisés



Nous n'avons pas atteint notre conventionnement malgré le nombre de recrutements, principalement dû aux arrêts maladie très présents sur cette année, notamment sur la période estivale (13 pendant 4 mois).

25 salariés embauchés dans l'année



39 salariés accompagnés

7 PMSMP réalisées



Pour 632 HEURES réalisées

Objectifs de départs dynamiques: 50%



87,50% réalisés

Objectifs du nombre de formations : 3



Formations réalisées: 2

En 2023, 15 stages avaient été réalisés: seulement 7 en 2024 dû à l'absence maladie de notre ASP et à la réalisation de son remplacement.



# LA PRODUCTION

RAPPEL

2300 M2 de serres

1,97 HA de plein champ

200 M2 de serre à plants

Une **QUARANTAINE** de  
variétés de légumes et  
**130** espèces différentes.

Une auto-production de  
plants de **90%**

OBJECTIFS 2025

Augmentation de la surface  
plein champ d'environ **0,5 HA**.





# LA PRODUCTION

Objectif = **112000€**  
Réalisé = **128000€**

Paniers  
**62%**

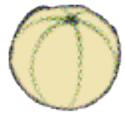
Vente directe  
hors paniers  
**8%**

Magasins  
Spécialisés  
**19%**

Groupements  
de producteurs  
**11%**

Le chiffre d'affaires prévisionnel a été largement dépassé grâce au partenariat national entre la fédération Française des Banques Alimentaires et le réseau Cocagne. Ce partenariat consiste à ce que les jardins de cocagne, au niveau national, fournissent les banques alimentaires à 2,25€/kg tout légume confondu.

Ce partenariat a très bien fonctionné en 2024 et perdure en 2025 et on espère au-delà.



# LA PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU

RAPPEL

Le gros enjeu de 2023-2024 pour la structure était de réaliser un forage pour être autonome pour l'irrigation et le nettoyage des légumes. Cet objectif a été atteint car nous sommes passés de 1007 m<sup>3</sup> d'eau potable à l'hectare / an, à 226m<sup>3</sup> grâce à l'installation du forage et de la citerne. Une rigueur est adoptée à la ferme: une source d'eau (forage et pluie) pour nettoyer les légumes très sales; une autre source (potable) pour boire et rincer rapidement les légumes feuilles (salades, blettes, mescluns, etc).





# LE PROGRAMME DES PANIERS SOLIDAIRES COCAGNE

**KESAKO?**

- Donner accès à des légumes frais et diversifiés de qualité pour tous
  - Proposer une aide alimentaire dans un cadre digne (panier payant, à retirer au même titre que tout adhérent à un Panier Cocagne)
  - Favoriser l'autonomie alimentaire au travers d'actions d'échanges en matière d'alimentation (cuisine, préparation, conservation) en associant le rite culinaire au plaisir, au bien-être et à la convivialité.
- > Ce programme s'est révélé plus qu'utile au regard notamment lors de la crise COVID.

La Ferme d'Uhaldia s'est lancée dans cette aventure en 2024 et est en cours de structuration de ce programme avec un personnel dédié à son animation.

## **LES CO-FINANCEURS:**

Le réseau Cocagne, le fond de dotation Biocoop, le secours catholique et quelques dons de particuliers...

## **OBJECTIF 2025:**

structurer et développer ce programme en cherchant des co-financeurs publics et privés.



## QU'EST-CE QU'UN PANIER SOLIDAIRE ?

- Un panier de fruits et légumes bio, locaux et de saison.
- À retirer chaque semaine
- Un abonnement flexible
- Un prix réduit

*mais aussi ...*

- Des ateliers de cuisine et de jardinage
- Des visites de fermes
- Des rencontres, des échanges
- Un accès à des locaux et du matériel de cuisine mutualisé

## PLUS DE JUSTICE SOCIALE



## SE TRANSMETTRE DES RECETTES SIMPLES ET SAVOUREUSES



## ACCÈS POUR TOUTES ET TOUS À UNE ALIMENTATION SAINE ET DURABLE



## RESPECTER LA TERRE ET DU VIVANT



## PARTAGER DES REPAS



## PARTICIPER À DES MOMENTS D'ÉCHANGES DANS DES LIEUX CONVIVIAUX



## REPRENDRE LE CONTRÔLE SUR SES CHOIX D'ALIMENTATION



## VERS QUI ME TOURNER POUR AVOIR UN PANIER ?

- 📍 Centre sociaux
- 📍 CCAS
- 📍 Épiceries sociales et solidaires
- 📍 Régies de quartier
- 📍 Centres d'hébergement
- 📍 Associations étudiantes
- 📍 Structures d'aide alimentaire
- 📍 CAF, MSA
- 📍 Jardins de Cocagne

## COMMENT SOUTENIR LE PROGRAMME ?

*Possibilité de participer en tant que particulier ou qu'entreprise*

- Implication bénévole
- Journée solidaire
- Dons (argent, mécénat, © Tickets Restaurant)
- Panier suspendu/offrir un panier
- Les arrondis en caisse
- Module le prix de l'hébergement





# QUELQUES PROJETS EXPÉRIMENTAUX

**LES ATELIERS CUISINES NOURRICIÈRES:** ces ateliers sont mis en place dans le cadre du programme des paniers solidaires Cocagne.

**DES ATELIERS PÉDAGOGIQUES** à destination des enfants et adultes pour sensibiliser à l'agriculture biologique et aux divers travaux que l'on peut retrouver dans une exploitation maraichère biologique. Nous avons accueilli des groupes d'enfants pour lesquels nous avons proposé des jeux de piste dans le champ autour du goût, du toucher et du repérage des légumes de saison.

**EN 2023:** nous avons lancé une parcelle solidaire qui avait pour but de rassembler des personnes en situation de précarité autour de la production maraichère et dans le but de fournir l'aide alimentaire. L'objectif était de redonner du pouvoir d'agir aux bénéficiaires de l'aide alimentaire en leur permettant de créer un espace de production maraichère. Elle a fonctionné jusqu'à l'été 2024 mais la pénibilité du travail maraicher est venue décourager le collectif qui s'est plutôt orienté sur l'animation des ateliers cuisines nourricières dans le cadre de ce même projet.



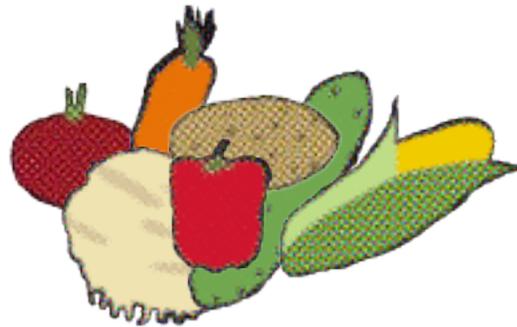
# LES ORIENTATIONS 2025 DANS UN CONTEXTE FINANCIER DÉFAVORABLE AUX SIAE

115000€ de chiffre d'affaires légumes

Réaliser des **ÉCONOMIES** dans les charges de fonctionnement sans toucher aux RH.

**ACTIVITE ECONOMIQUE**

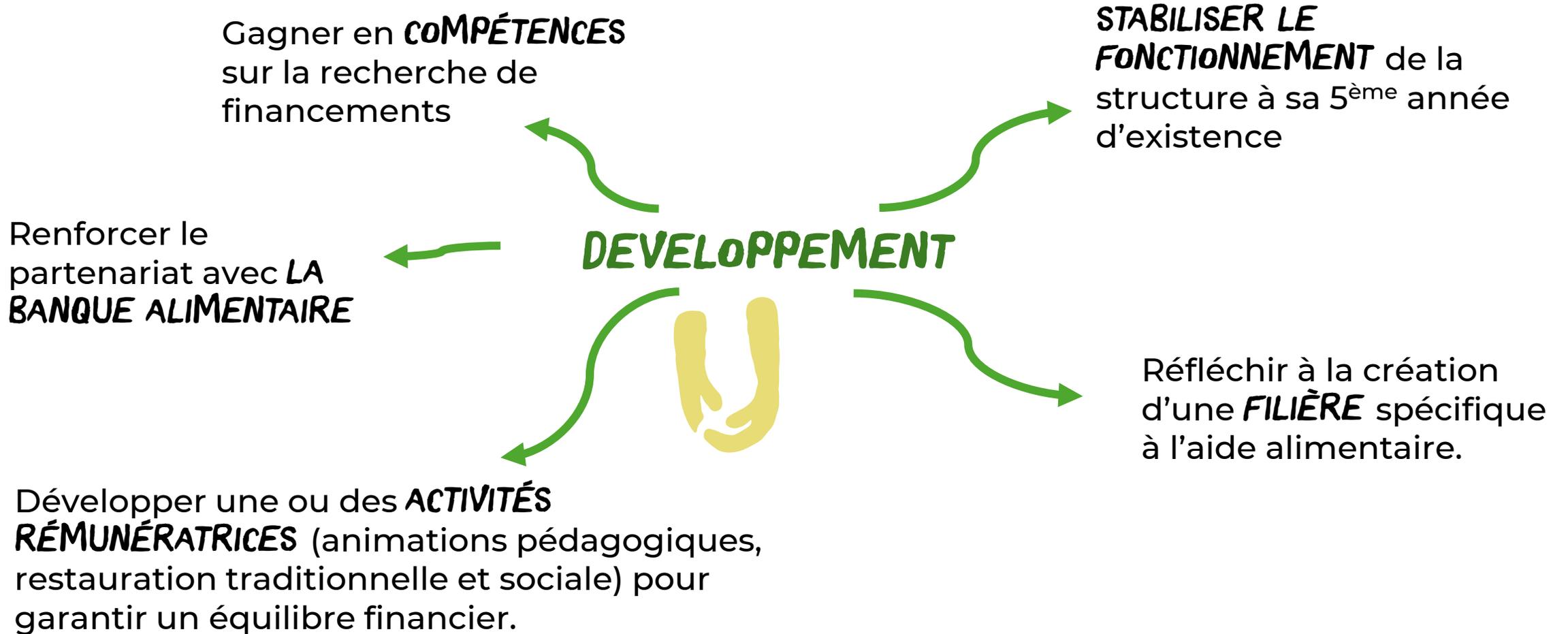
Développer la vente à la **BANQUE ALIMENTAIRE**



Développer des **ACTIONS RÉMUNÉRATRICES** pour assurer l'équilibre financier de la structure



# LES ORIENTATIONS 2025 DANS UN CONTEXTE FINANCIER DÉFAVORABLE AUX SIAE





## 2025, année noire du chômage, année noire pour l'accompagnement du retour à l'emploi ?

**La baisse des budgets de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) de 80 millions d'euros n'est pas un simple ajustement dans un contexte budgétaire global : c'est un coup très dur porté à des structures essentielles qui répondent pleinement aux enjeux socio-économiques, environnementaux et territoriaux.**

Le Collectif IAE - composé des 9 réseaux nationaux représentatifs de l'Insertion par l'Activité Économique\* - a rencontré ce mercredi 12 février 2025 la ministre chargée du Travail et de l'Emploi, Astrid-Panosyan-Bouvet. Cette rencontre, initiée par le Collectif, fait suite aux alertes [lancées concernant le budget 2025 de l'IAE](#).

**Lors de cet entretien, la ministre du Travail et de l'Emploi a confirmé les choix gouvernementaux opérés : une baisse du budget alloué aux postes d'insertion de 50 millions d'euros par rapport à 2024 ; et un second coup de rabot portant à 30 millions d'euros la diminution des fonds de formation dédiés aux parcours d'insertion (PIC IAE) depuis le 1er janvier 2024.**

Si cette baisse est présentée comme "contenue" par la ministre au regard des économies globales à réaliser, elle s'ajoute à la hausse de l'inflation, au désengagement financier des collectivités territoriales (régions, départements, collectivités locales) ou encore à la baisse d'activité de pans entiers de l'économie que subissent déjà les structures et les personnes accompagnées. Surtout, elle s'inscrit, pour nos réseaux, dans un mouvement de fond depuis 2023 réduisant la capacité d'action et mettant en péril les structures d'IAE.

**Ce désinvestissement aura des impacts directs et concrets :**

- La **suppression de 11 000 parcours d'insertion** au sein des structures de l'IAE en 2025
- La **mise en œuvre de 30 000 formations en moins**, une véritable perte de chance pour les salariés accompagnés.
- L'**aggravation des difficultés économiques et financières des SIAE** entraînant arrêts d'activités, licenciements et fermetures de structures.

**Nous, réseaux de l'IAE, réaffirmons que cette orientation budgétaire est contre-productive et paradoxale, alors que nombre de dispositifs d'aide aux entreprises ne sont soumis à aucune contrepartie de création d'emploi. Chaque année, l'Etat soutient les entreprises conventionnelles à hauteur de 150 milliards d'euros.**

**Réduire le budget de l'IAE, ce n'est pas réaliser des économies, mais bien détruire des capacités sociales, supprimer des emplois durables et non délocalisables sur les territoires, et réduire la capacité locale à relever les défis de la transition écologique juste.**





**In fine, cela entraînera une fragilisation des personnes éloignées de l'emploi et un accroissement des coûts à la charge de l'Etat et des collectivités.** Concrètement, cette coupe budgétaire signifiera la fin de services essentiels qui redonnent de l'espoir aux habitant.es, en particulier dans les territoires fragiles comme les Quartiers Politiques de la Ville et Zones de Revitalisation Rurales (jardins partagés, épiceries solidaires, amélioration du cadre de vie, ressourceries...). La fragilisation de ces activités aura des conséquences directes sur toute l'économie circulaire locale, les partenaires et fournisseurs des structures de l'IAE.



En outre, en pleine réforme de l'accompagnement des allocataires du RSA et à l'orée d'une année 2025 qui s'annonce noire sur le front du chômage, restreindre la capacité d'accueil de l'IAE est une contradiction difficile à entendre pour les dirigeants de structures et pour les personnes.



**Madame la ministre a approuvé l'organisation d'un séminaire avec le Collectif sur ces enjeux de valorisation de l'investissement public. Cela ne suffira pas pour infléchir la casse mais nos réseaux souhaitent maintenir le dialogue.**



Aussi, pour nos réseaux, cette réunion doit être l'occasion pour l'Etat de proposer de nouvelles modalités de soutien comme le fléchage systématique des obligations de revitalisation des territoires pour les grandes entreprises qui licencient; le fléchage de taxes (par exemple la taxe soda) vers des dispositifs qui créent de l'emploi préventif et curatif des externalités négatives censées être combattues (obésité et diabète); avec le développement d'une commande publique responsable et des clauses sociales partout où les textes l'obligent (ex. des grand chantiers d'infrastructure), ou encore avec l'intégration des projets territoriaux d'IAE au sein des politiques contractuelles entre l'Etat et les collectivités (Contrat Réussite Transition Écologique, ruralité, réindustrialisation etc.). A cette occasion également, nos réseaux appellent à engager une évaluation du Pacte d'Ambition permettant d'objectiver le bilan des mesures et des financements engagés.



**Le Collectif IAE invite la ministre et le gouvernement à considérer l'importance stratégique de l'IAE pour la cohésion sociale et la transition écologique juste, et à soutenir pleinement les structures qui œuvrent chaque jour pour l'insertion et l'emploi durables. Alors que l'IAE s'est construite dans une coopération entre l'Etat et la société civile, nos réseaux ne peuvent pas croire qu'à l'aune des défis actuels l'Etat souhaite s'en désengager.**